

Des Philippines à l'Île-du-Prince-Édouard

Ernesto aime beaucoup sa nouvelle vie sur la Ferme Bernadale

Ernesto Catapang, originaire des Philippines, travaille à la Ferme Bernadale de Saint-Philippe, depuis septembre dernier. C'est comme par hasard que Gilles Bernard, le propriétaire de la ferme, a entendu parler d'Ernesto. «Une journée un gars est arrivé à la porte et m'a demandé si j'avais besoin de quelqu'un pour travailler», de dire Gilles. «J'avais justement besoin de quelqu'un à temps plein et je lui ai demandé si c'était lui qui cherchait du travail. Il m'a répondu : non c'est mon cousin et il est à Toronto. Mais il peut arriver demain.»

CLAIRE LANTEIGNE

Tania Bernard, la conjointe de Gilles, ajoute que ça a pris du temps après avoir rempli les papiers EIMT (LMIA) avant qu'il obtienne un permis de travail. «Mais il est maintenant ici pour deux ans», dit-elle. «Ernesto n'avait aucune expérience d'une ferme et nous avons pris notre temps avec lui afin de bien l'entraîner», d'ajouter Gilles, «et ça va assez bien. Les jeunes gars d'ici peuvent conduire un tracteur sans problème, mais pas lui. Et il veut faire sûr de bien faire ce qu'il apprend avant de le mettre en pratique, alors ça prend un peu plus de temps.»

Heureux d'être ici

«Je ne suis pas heureux de travailler ici, mais très très très heureux», de dire Ernesto avec enthousiasme. «J'aime beaucoup le travail que je fais

et j'apprends de plus en plus chaque jour. C'est toute une opportunité de pouvoir travailler ici et je suis bien chanceux que Gilles avait besoin d'un employé. J'apprends à être un bon fermier et je suis content d'aider mon patron, qui m'entraîne à faire toutes sortes de choses. Je planifie rester ici même s'ils ne veulent plus de moi», dit-il en riant.

Un bon travailant

Le troupeau de la ferme laitière Bernadale compte aujourd'hui 80 vaches à traire chaque jour, un chiffre qui monte à 285 en comptant les animaux dédiés au commerce et à l'élevage.

Ernesto voit à la traite des vaches deux fois par jour avec Gilles. Il nettoie les étables, soigne les animaux et les nourrit. «Il est très propre et aime beaucoup nettoyer», d'ajouter Gilles. «C'est un employé qui est très



Photo : Marcia Enman

Ernesto Catapang au temps de la traite des vaches. Il fait une courte pause pour la photo.

gentil et veut travailler.»

Gilles a déjà eu deux jeunes Français qui ont fait un stage à la ferme. Actuellement, il a un employé à temps plein et quatre à temps partiel en plus de son père et sa mère qui y travaillent encore.

L'épouse d'Ernesto et ses deux enfants de 12 et 13 ans sont aux Philippines. Il dit qu'il aimerait bien les faire venir un jour. La séparation est un sacrifice qu'il doit faire, il a l'internet à la maison et c'est avec son téléphone intelligent qu'il communique avec eux.

Ernesto se déplace en quatre roues. «Il apprendra à couper le gazon autour de la maison dans laquelle il vient d'emménager», d'ajouter Tania en riant. L'hiver dernier, il a vu de la vraie neige, pas seulement celle qu'on voit sur les photos et il ne pense pas que c'est sa saison préférée.

Ernesto porte fièrement une casquette de baseball des Blue Jays de

Toronto, un sport qu'il a découvert lors de son séjour à Toronto. Chez lui, c'est le basketball qui est le sport du pays. En le taquinant, Gilles lui dit qu'il faut être grand pour jouer au basketball, et Ernesto lui répond que les jeunes Philippines sont plus grands que lui.

Il y a plusieurs personnes des Philippines qui habitent à l'Île et il en a rencontré quelques-unes lors du Festival acadien; de plus, son cousin travaille dans une autre ferme à quinze minutes de Bernadale. «Parfois on va à la ville», dit-il, «et je vais à l'aréna voir des parties de hockey de Mireille, la fille de Gilles et Tania.» Il est aussi attaché au jeune Edmond qui, lors de sa visite, lui a offert un petit gâteau avec une chandelle pour fêter ses 46 ans. Petit à petit, il découvre la région et il est heureux avec cette famille accueillante. Il ne voudrait pas faire autre chose et dit avoir tout ce dont il a besoin.



Photo : Marcia Enman

La famille Bernard inclut Gilles (en arrière), sa fille Mireille, son épouse Tania et leur fils Edmond. À droite, on voit Ernesto Catapang dont on peut dire qu'il fait partie de la famille.



Leurs services d'emploi connaissent un grand succès!

La Mi'kmaq Confederacy de l'ÎPÉ était présente lors d'une foire de l'emploi à Charlottetown pour promouvoir ses services d'emploi pour les Autochtones de toute la province.

LISE FRIGAULT

La Mi'kmaq Confederacy de l'ÎPÉ (MCPEI) est un conseil tribal établi en 2002. En tant qu'organisme sans but lucratif, elle fournit un soutien technique, un développement des capacités, des programmes et des services consultatifs à ses membres des Premières Nations – la Première Nation d'Abegweit et la Première Nation de Lennox Island.

Son programme de services d'emploi est néanmoins accessible à toute personne autochtone qui réside dans la province et qui cherche à faire un retour au travail, poursuivre des études ou recevoir un soutien. Ce programme est le résultat d'une entente de financement avec le gouvernement fédéral sous la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi des Autochtones (SFCEA). Cette entente de 10 ans permet à la MCPEI d'offrir ces services à tous les Autochtones vivant à l'Île-du-Prince-Édouard.

Curtis Reilly est le coordonnateur des services d'emploi de la MCPEI. Il occupe cette fonction depuis 2021, mais est à l'emploi de l'organisme depuis 2005. Il précise que leurs services sont offerts sans distinction de statut. «Nos services d'emploi sont offerts à quiconque se décrit comme faisant partie d'une Première Nation, que ce soit une personne inscrite ou non, et à toute personne Inuit ou Métis», explique-t-il.

Opportunités

Une personne qui veut profiter de

ces services doit d'abord rencontrer l'un des conseillers en emploi. «Nous établissons une relation de confiance avec chaque personne qui vient nous voir. Nous tenons à bien identifier les besoins de chacun, à les guider pour élaborer leur plan de carrière ou un retour au travail et à établir un lien avec la communauté», décrit M. Reilly. La MCPEI a des bureaux à travers la province, dont un à Summerside et l'autre à Charlottetown, ainsi que dans les Premières Nations d'Abegweit et de Lennox Island.

Les services offerts varient selon les besoins des clients. «Chaque personne est dans une situation unique, ce qui demande une flexibilité de notre part. Nous accompagnons des chômeurs, des personnes sous-employées, des personnes qui retournent au travail après une pause ou des jeunes qui ont terminé leurs études secondaires et ne savent pas exactement ce qu'ils veulent entreprendre ensuite», élabore M. Reilly. Il mentionne que les conseillers à l'emploi peuvent guider les clients vers des programmes de formation ou les aider à acquérir une expérience professionnelle à travers des placements ou des stages. D'autres personnes n'ont besoin que de soutien à l'emploi, comme la garde d'enfants ou du transport. «Notre but est d'accompagner chaque personne dans son parcours et de lui offrir des opportunités d'emploi et de carrière significatives», affirme-t-il.

Les conseillers à l'emploi peuvent aussi offrir à leurs clients des moyens de développer les compétences



Photo : Gracieuseté

Le commerce PEI Indigène à Charlottetown, un des partenaires de la MCPEI pour le placement d'employés.

nécessaires à l'embauche. M. Reilly explique: «Pour plusieurs emplois, certains éléments sont prérequis, comme un certificat en santé et sécurité au travail. Nous analysons le secteur qui intéresse nos clients et les aidons à lever ces barrières. Certaines personnes ont de l'expérience dans un domaine sans avoir de certification et d'autres ont des intérêts, mais n'ont pas d'expérience de travail. Nous aidons souvent les gens à postuler pour des programmes de formation et pour obtenir du soutien financier.»

Partenariat avec les employeurs

Un autre volet important du programme de services d'emploi est la création de partenariats avec des employeurs. La MCPEI a créé des liens dans certaines industries et avec différents paliers de gouvernements. «Nous avons des employeurs qui sont avec nous depuis le début, mais de nouveaux se joignent à notre programme chaque année. Nous sommes engagés à collaborer avec nos partenaires. Pour que l'un de nos clients puisse travailler, les gens qui les encadrent doivent être sensibles aux différences culturelles et individuelles», mentionne M. Reilly. À titre

d'exemple, des projets spécifiques ont été développés dans des secteurs comme le tourisme, la restauration, les technologies informatiques et la gestion des pêches et de l'aquaculture.

Le commerce Indigène PEI à Charlottetown est l'un des partenaires autochtones du programme de la MCPEI. «Cet employeur allié fournit un espace de vente, du mentorat et un environnement de travail où nos clients peuvent développer leurs compétences dans le domaine de la vente au détail et du service à la clientèle. Nous avons tissé des liens solides avec ce partenaire pour nos clients qui souhaitent travailler dans les domaines des arts, de la vente au détail ou de la gestion. Ils peuvent y acquérir de l'expérience et le commerce a besoin d'employés pour faire fonctionner le magasin», ajoute M. Reilly.

Avant tout placement d'un client dans un emploi, les représentants de MCPEI font plusieurs consultations avec l'employeur pour qu'il soit bien outillé pour encadrer les employés. «Nous voulons nous assurer du succès des placements pour que l'expérience soit positive pour tous. La relation de confiance avec les employeurs est aussi importante qu'avec les personnes qui profitent de nos services», de dire M. Reilly.

Prix de l'alphabétisation

En septembre 2024, la Mi'kmaq Confederacy of PEI s'est vue décerner le Prix de l'alphabétisation du Conseil de la fédération pour son programme de services d'emploi. Présenté annuellement dans chaque province et territoire, ce prix vient souligner des réalisations exceptionnelles, des pratiques novatrices et l'excellence en matière d'alphabétisation.

Pour plus d'information, il est possible de contacter la MCPEI en visitant son site internet <https://mcpei.ca/>



Photo : Gracieuseté

De gauche à droite: Curtis Reilly, coordonnateur des services d'emploi de la MCPEI; Kateri Coade, directrice générale de la MCPEI; et Chef Junior Gould, de la Première Nation d'Abegweit.



Photo : Claire Lanteigne

On reconnaît David Smallman, conseiller à l'emploi urbain hors réserve de Charlottetown et Sabrina Milligan, de Lennox Island, agente d'emploi, au Salon de l'emploi.

ServiceRH ÎPÉ : une belle histoire de succès!

Le projet pilote qui a permis de mettre en place le ServiceRH ÎPÉ (centre de partage des coûts qui offre des services en gestion des ressources humaines pour le secteur communautaire acadien et francophone de l'ÎPÉ) a pris fin le 31 mars dernier et il est maintenant autosuffisant.

CLAIRE LANTEIGNE

«**C**e projet découle de la SAFÎle», de dire Michelle Arsenault, la gestionnaire du projet. «L'organisme avait fait une étude de restructuration des organismes communautaires et avait identifié le besoin pour la création de services administratifs partagés.»

Michelle a plus de vingt ans d'expérience de travail au sein de la communauté acadienne et francophone de l'Île. En avril 2015, elle est devenue directrice de ServiceFinances ÎPÉ, qui a connu un grand succès et est maintenant en plein essor avec sept employés, dix-neuf organismes et un budget combiné de plus de neuf millions de dollars.

«Avec mon expérience en services partagés, je connaissais bien les besoins et j'ai été embauchée pour mettre sur pied ce nouveau service pour les ressources humaines», dit-elle. En 2020, elle fait des demandes de financement auprès d'Action rurale et de l'APÉCA et en 2021 ServiceRH ÎPÉ est lancé avec douze organismes francophones partenaires et une liste de services de base. «Il faut dire que les ressources humaines c'est différent des finances», dit-elle, «et il faut des experts dans divers secteurs.»

Services partagés

ServiceRH ÎPÉ offre des services partagés en gestion des ressources humaines au secteur communautaire acadien et francophone de l'Î.-P.-É. Il assure un niveau élevé de conseils professionnels et permet aux directions générales et aux conseils d'administration d'avoir accès à des renseignements et des outils pertinents en gestion des ressources humaines dans un délai raisonnable. Les employé.e.s de chacun des organismes partenaires ont accès au service pour répondre à des questions d'interprétation.

«Souvent les organismes ont des besoins différents et on peut offrir des services additionnels pour y répondre» d'ajouter Michelle. «C'est vraiment réinvestir de notre temps dans la communauté, d'aller chercher des experts avec des contrats temporaires. Nous avons fait du chemin au cours des quatre dernières années,

en focussant sur les conditions de travail, les avons harmonisés entre les partenaires et sur le fonctionnement. Nous avons un nouveau plan REÉR et les bénéficiaires, dont les salaires, ont été améliorés. Il reste du travail à faire pour essayer d'atteindre les normes du marché. Les organismes n'ont pas le temps de tout faire et vont souvent se baser sur ce qui existe à la SAFÎle.»

Au niveau du roulement du personnel, on a fait l'analyse en 2021 et c'était 30 %; on a refait l'analyse en février 2025 et c'est 14 %, donc on a une meilleure stabilité dans nos organismes.

«Pour poursuivre nos activités, on a décidé d'offrir des services sur mesure à deux nouveaux organismes : le Collège de l'Île et la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse», de dire Michelle. «Des contrats ont été signés et il y a une période d'évaluation de six mois. On demande des montants forfaitaires pour les services sur mesure aux non-partenaires. Il y a souvent des besoins d'appui dans le communautaire, mais pas assez pour les ressources humaines et ça soulage les directions générales qu'on soit là pour les aider.»

Intégration des nouveaux employés

Michelle ajoute qu'on vient de déposer une demande de financement qui les amènerait à mars 2027, afin de développer l'accueil et l'orientation des employé.e.s. Ces éléments étaient identifiés dans le plan d'action du projet-pilote et permettraient à ServiceRH de jouer un certain rôle plus générique pour l'intégration des nouveaux employés dans le secteur communautaire. Il y aurait quelque chose dont chaque employé.e pourrait bénéficier afin de bien compren-



Photo : Gracieuseté

Michelle Arsenault, directrice de ServiceRH ÎPÉ et Bonnie Gallant consultante et employée à temps partiel pour l'organisme.

dre son rôle et on pourrait établir une clé pour le succès.

Selon elle, il faut réinvestir dans le développement d'outils et il y a de grands besoins de développer de nouvelles choses, dont offrir de la formation continue aux organismes.

«Comme nous», poursuit-elle, «le gouvernement est intéressé à l'informatique et il se fait encore beaucoup de gestion manuelle. On continuera d'intégrer des développements technologiques importants pour nos partenaires au cours de la prochaine année. On aimerait voir comment on pourrait tout centraliser, comme les vacances, l'évaluation du personnel, etc. Ça fait partie de comment on peut s'améliorer.»

Guichet d'emploi

Depuis avril, ServiceRH travaille à centraliser le recrutement d'employé.e.s au sein de ses partenaires. «On a vraiment réfléchi aux services partagés et on avait besoin de centraliser le recrutement. Pour promouvoir les emplois, il faut bâtir un réseau. Il comprendra des témoignages, de l'information générique, le profil de chaque organisme avec son propre mandat, etc. En juin, ServiceRH aura sa propre page Facebook, Instagram et LinkedIn afin de promouvoir le

communautaire francophone comme un milieu de travail attrayant», poursuit-elle.

Michelle ajoute que, parmi d'autres objectifs, on aimerait participer à des Salons de l'emploi et connecter avec les collèges et universités. On voudrait développer de nouveaux contrats de services sur mesure. Le recrutement d'employé.e.s a changé, on doit s'adapter. On a besoin de plus de temps pour former du monde et le réseau va permettre de naviguer plus facilement.

Michelle continue d'agir comme gestionnaire de ServiceRH avec l'appui de Jean-Paul Arsenault, spécialiste en ressources humaines et Bonnie Gallant, consultante.

Partenaires fondateurs

ServiceRH ÎPÉ est régi par une convention qui établit la relation avec et entre les douze partenaires fondateurs : SAFÎle, Cap enfant, La Voix acadienne, Jeunesse Acadienne et Francophone de l'ÎPÉ, Actions Femmes ÎPÉ, Association des Francophones de l'âge d'or de l'ÎPÉ, Carrefour de l'Isle-Saint-Jean, Conseil acadien de Rustico, Conseil scolaire-communautaire Évangéline, Conseil Rév. S.-É.-Perrey, Conseil acadien et francophone de l'Est et La Belle-Alliance.

La Voie de l'emploi

5, Ave Maris Stella, Summerside (ÎPÉ) C1N 6M9
902-436-6005 / marcia.enman@lavoixacadienne.com
<https://lavoiedelemploi.com>

Responsable de la publication : Marcia Enman

Journalistes : Claire Lanteigne et Lise Frigault

Mise en page : Alexandre Roy

Correctrice : Yvonne Charles

La Voie de l'emploi est une publication mensuelle de langue française sur la planification de carrières et la recherche d'emplois à l'Î.-P.-É. Elle est le résultat d'une entente financée dans le cadre de l'Entente Canada-Î.-P.-É. sur le développement du marché du travail. Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles de l'auteur.e et ne représentent pas nécessairement celles des gouvernements du Canada et de l'ÎPÉ.

La nouvelle entreprise **AgronomAI** reçoit un fonds de démarrage d'Innovation Î.-P.-É.

Le Fonds de démarrage d'Innovation Î.-P.-É. permet à des entreprises de l'Île de transformer leurs idées en réalité. Chaque bénéficiaire reçoit jusqu'à 25 000 \$ pour développer et commercialiser son innovation.

LISE FRIGAULT

Cette année, l'une de ces bénéficiaires est l'entreprise AgronomAI, lancée par Chad Mooney. AgronomAI cherche à révolutionner l'agriculture par l'innovation, la durabilité et la précision tout en apportant une expertise aux agriculteurs et agricultrices intéressés de l'Île-du-Prince-Édouard et des Maritimes. Elle veut ainsi positionner l'Île-du-Prince-Édouard comme un leader mondial des pratiques agricoles modernes.

AgronomAI fusionne l'agronomie à l'intelligence artificielle. Ses services d'ensemencement et de pulvérisation par drone sont conçus pour les agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard. L'intelligence artificielle transforme les images et données collectées par les drones en information qui aident les fermiers à prendre des décisions plus rapides et éclairées. «Nous aurons aussi des services de pulvérisation de pesticides, lorsque ce sera légal de le faire. Ces procédés en sont encore au point de recherche et de développement», explique Chad.

Expérience et partage

Chad Mooney est originaire de l'Île-du-Prince-Édouard. Il est ingénieur civil de formation et possède une maîtrise en analyse de gestion. Après avoir travaillé 13 années dans les Forces armées canadiennes en tant qu'officier du GEMRC, il est revenu s'installer en 2022 à la ferme familiale avec son épouse Morgan, aussi originaire de l'Île. «En raison de mon travail dans les forces, mon expérience comme ingénieur et mon intérêt pour les nouvelles technologies, j'ai commencé à m'intéresser

aux drones et à leur utilité potentielle pour les fermiers.» Il a complété son cours pour obtenir son certificat de pilote de drone pour opérations de base et passé deux ans à se pratiquer sur la ferme familiale avec des petits drones. «J'ai ensuite passé mon permis avancé, qui me permet d'opérer de plus gros drones», raconte Chad. «J'ai fait l'investissement pour m'en procurer un l'an dernier et l'idée m'est venue d'offrir mes services aux fermiers de la région.»

L'environnement et la santé des terres

Il est engagé envers la protection de l'environnement et croit qu'on peut utiliser la technologie pour avoir un impact positif sur la société et l'environnement. À titre d'exemple, il mentionne que les drones sont parfaits pour faire le travail d'ensemencement. «Les données collectées par les drones qui ratissent un terrain peuvent servir à détecter des parasites ou maladies dans les champs. C'est aussi une façon préventive de gérer la santé des terres et des récoltes», élabore Chad.

Selon lui, pour les agriculteurs, le manque de ressources humaines spécialisées pour faire de la reconnaissance sur le terrain est une problématique. Il avance que l'avantage de l'utilisation des drones, du point de vue commercial, est d'aider avec la reconnaissance plus rapidement. De cette façon, les personnes qui font de la reconnaissance utilisent mieux leur temps en sachant où aller examiner le terrain.

AgronomAI offre différents niveaux de service pour les agriculteurs. La corporation peut collecter les données pour un client ou peut aider un



Photo : Gracieuseté

Nous reconnaissons des ministres du gouvernement provincial qui ont reçu de l'information sur le fonctionnement du drone. De gauche à droite : Jill Burridge, ministre des Finances; Chad Mooney avec son drone; Bloyce Thompson, ministre de l'Agriculture; Robin Croucher, ministre de l'Éducation et de la Petite enfance et Darlene Compton, ministre du Développement économique, de l'Innovation et du Commerce.

agriculteur à collecter ses propres données et ensuite faire des suivis au besoin.

Les drones

Au niveau de la pulvérisation de pesticides, il y a encore un bout de chemin à faire au niveau gouvernemental pour que tout soit en place. L'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA) doit approuver la façon dont les produits chimiques doivent être appliqués à l'aide de drones. Chad est cependant confiant que d'ici peu, ce processus devrait aller de l'avant.

Les agriculteurs qui sont intéressés à en apprendre plus au sujet de l'utilisation de drones peuvent contacter AgronomAI pour recevoir des conseils. Chad suggère que les agriculteurs se préparent pour être prêts lorsque la réglementation fédérale sera en place. «Si on veut être proactif, étant donné qu'on devra attendre une autre année ou deux avant qu'un pesticide pour la pulvérisation par drone soit approuvé, on peut commencer par obtenir son certificat

de base.»

Pour en savoir plus sur comment obtenir un certificat de pilote de drone vous pouvez vous rendre sur le site de Transports Canada.

J'apprécie énormément le fonds de 25 000 \$ reçu d'Innovation Î.-P.-É. Il m'a permis de lancer mes opérations à plus grande échelle plus rapidement. J'ai fait des petits travaux de drone depuis trois ans, mais cette année, j'ai déjà recensé 900 acres de terrain. Avec l'argent, nous développerons du matériel d'entreposage et de l'équipement adapté au climat de l'Île-du-Prince-Édouard pour travailler sur le terrain. La remorque que j'ai ne peut pas se rendre dans un champ de patate vaseux au printemps !», conclut Chad en riant. Son but est d'utiliser ces fonds pour continuer la recherche et le développement de ses services de pulvérisation de pesticides pour être prêt à les offrir quand il sera possible de le faire.

Pour plus d'information, il est possible de visiter le site web de la corporation : <https://agronomai.ca/>

La Commission scolaire de langue française

Une mer de possibilités

La Commission scolaire de langue française



SUPLÉANTS RECHERCHÉS DANS TOUTES LES ÉCOLES :

Soumets ta candidature à : emploi@edu.pe.ca